

Hôpital de Mercy  
Direction des Achats,  
De la Logistique et de l'Hôtellerie  
1 allée du Château  
CS 45001  
57085 METZ CEDEX 3  
Téléphone : 03-87-55-79-86

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C. C. A. P.)**

*Etabli en application du Code de la commande publique, selon les dispositions du CCAG-FCS.*

**COORDONNATEUR : CHR METZ-THIONVILLE**

**MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DES INSTRUMENTS DE MESURE de  
marque APVL AU CHR METZ THIONVILLE**

Marché Négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence  
(Article R2122-3-3° du code de la commande publique)

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : 15 JANVIER 2025 A 12 HEURES**

## **ARTICLE 1- PARTIE CONTRACTANTE**

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, personne publique contractante, est représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, seule habilité à signer les marchés.

## **ARTICLE 2- OBJET – FORME - DUREE DU MARCHÉ**

### **2-1- OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent marché a pour objet la maintenance de dosimétrie opérationnelle radiamètre et détecteur au CHR Metz-Thionville

Dans le cadre de la présente consultation, les besoins suivants sont à satisfaire :

#### **Maintenance préventive et curative sur site**

- Acquisition par forfait de prestations de maintenance préventive et curative des dosimètres, et bornes de lecture.
- Acquisition par forfait des prestations de maintenance curative par envoi du matériel défectueux.
- Acquisition par bon de commande de pièces détachées ou d'échange standard (sans main d'œuvre et sans déplacement)

Les dispositifs médicaux donnant lieu à la présente consultation s'entendent comme un tout. Ainsi, les accessoires, les dispositifs annexes et périphériques nécessaires au bon fonctionnement des dispositifs de tous les lots sont inclus dans la consultation.

Le marché s'exécutera dans les conditions prescrites au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, selon les spécifications du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **2-3- FORME DE LA CONSULTATION, DUREE DE VALIDITE DES MARCHES**

#### **™ Forme de la consultation**

La présente consultation sera de forme forfaitaire globale.

#### **™ Durée de validité des marchés**

- Le marché de forme forfaitaire globale aura une durée de validité **A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025 JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2025 RECONDUCTIBLE 4 FOIS UN AN JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2029.**

La reconduction est tacite.

A l'inverse, en cas de non reconduction du marché, elle sera prononcée par le CHR dans un délai de trois mois avant la date anniversaire du marché (date anniversaire fixée au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année). Dans ce cas, l'arrêt des prestations a lieu le jour anniversaire du marché.

## **ARTICLE 3- MODE DE PASSATION DE LA CONSULTATION**

Le marché sera conclu dans les conditions prévues à l'article R2122-3-3° du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4- ALLOTISSEMENT**

Le marché comprend un seul lot.

## **ARTICLE 5- EVOLUTION DU PARC**

### **MATERIALIZATION DE L'EVOLUTION DU PARC - AVENANT AU MARCHÉ**

- La mise à jour du parc concerné se traduit par :
  - l'exclusion des dispositifs médicaux sortis d'inventaire et mis hors service
  - l'adjonction des dispositifs médicaux sortis de garantie,

et donne lieu à un avenant signé des deux parties, prenant en compte les exclusions, ainsi que les adjonctions à la date de réforme ou de sortie de garantie.

## **ARTICLE 6- DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ**

Les documents qui régissent la consultation sont dans l'ordre de priorité décroissante.

### **6-1- PIECES PARTICULIERES**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le règlement de la consultation dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

### **6-2- PIECES COMMUNES**

*Les pièces communes ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.*

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

## **ARTICLE 7- MODALITES D'EXECUTION**

Les prestations devront être exécutées selon les modalités suivantes :

- A chaque intervention, préventive et corrective, le titulaire du marché établit une fiche d'intervention.
- Le titulaire du marché est chargé de donner tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des appareils et les améliorations à apporter.
- Il est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité.
- Il avertit le responsable biomédical de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires.
- En tout état de cause, c'est la personne responsable du marché qui décide de la mise à exécution de ces propositions.
- La fiche d'intervention est signée par le titulaire et le représentant du biomédical ou un responsable du service utilisateur. Elle devra être jointe à la facture envoyée à la Direction des Achats de la Logistique et de l'Hôtellerie.



## **ARTICLE 8 - GARANTIE**

Toute intervention de maintenance donnant lieu à facturation bénéficie d'une garantie de six mois, pièces, main d'œuvre et déplacement inclus.

## **ARTICLE 9 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **9-1- RESPONSABILITES**

- Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.
- En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :
  - à son personnel ou à des tiers ;
  - à ses biens, aux biens appartenant au C.H., ou à des tiers.

### **9-2- ASSURANCES**

- Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du marché.
- Il doit produire, à toute demande de la personne responsable du marché ou de ses représentants, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **ARTICLE 10- AVANCE FORFAITAIRE - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

### **10 – 1 – AVANCE FORFAITAIRE :**

- L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le C.H. pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à **50 000 € H.T.**, sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus dans l'acte d'engagement.

#### **GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

- Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande.
- L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le C.H., dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

### **10 – 2 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE :**

- Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65 % du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.
- Le C.H. procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

## **ARTICLE 11- DETERMINATION ET CONTENU DES PRIX - REVISION DES PRIX**

### **11.1. - DETERMINATION DES PRIX**

- Le prix de la maintenance annuelle de chaque dispositif médical couvert par le contrat est un prix à l'unité.



- Ces prix figurent dans l'Acte d'Engagement et les bordereaux de prix.

### **11-2- CONTENU DES PRIX**

• Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement des techniciens du titulaire chargé des opérations de maintenance, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport des pièces détachées donnant lieu à commande, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

- Les prix seront libellés en Euros.

### **11-3- FORME DES PRIX**

- Les prix sont fermes pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025
- Les prix sont ensuite révisibles selon l'article 11-4 ci-dessous.

### **11-4- REVISION DES PRIX –**

$$P = P_0 (I/I_0)$$

Dans laquelle

:

P = est le prix révisé.

P<sub>0</sub> = est le prix initial (prix défini au mois 0 ou au moment de la dernière révision).

I<sub>0</sub> = valeur de l'indice connu au mois 0 ou au moment de la dernière révision.

I = est le dernier indice connu au moment de la révision.

Mois 0 = décembre 2024

L'indice I est l'indice des salaires mensuels de base - Industries mécaniques et électriques (IME) - (NAF rév. 2 - Postes 25-26-27-28-29-30-33 du niveau A88) - Base 100 au T2 2017.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale arrondie au millième supérieur.

Le prix ajusté est alors soumis au régime explicité ci-dessous :

- Au plus tard 2 mois avant la date anniversaire du marché (soit le 1<sup>er</sup> janvier), le titulaire pourra adresser à la D.A.L.H (Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie) une proposition tarifaire pour les périodes annuelles suivantes.

La transmission des tarifs se fera par courrier original adressé avec demande de devis de réception, signé la personne ayant pouvoir d'engager le fournisseur, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la réception

Le CHR déroge à l'article à l'article 10.2.2 du C.C.A.G.-F.C.S. : il ne sera procédé à aucune révision de prix au cours d'une période annuelle.

## **ARTICLE 12- PRESENTATION DES FACTURES - DELAI DE PAIEMENT**

### **12-1- PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Les factures afférentes au marché devront portées, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et le nom du marché ;
- les prestations et fournitures exécutées ;

- le montant hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date de la facture

Et adressées au CHR Metz-Thionville, Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie (D.A.L.H.),  
1 allée du Château - CS 45001 - 57085 METZ CEDEX 03.

Les factures seront établies à terme échu.

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Etablissements	N° de SIRET
CHR METZ-THONVILLE	265.702.803.00510

## **12-2- DELAI DE PAIEMENT**

Selon l'article R 2192-11-1° du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Les factures donneront lieu à paiement dès lors que les services (Direction des Travaux, du Patrimoine, du Biomédical, de la Maintenance, de l'Environnement et de la Sécurité du Pouvoir Adjudicateur ont pu constater le service fait (prestation effectuée correctement).

### **Suspension du délai global de paiement**

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 12-1 supra ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification motivée d'un sursis au paiement, adressé par télécopie ou par lettre recommandée AR au fournisseur pour correction.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées ou n'est pas présentée comme il est indiqué au point 12-1 supra, il sera opposé un sursis de paiement au cocontractant, applicable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

Le délai global de paiement commence à courir à la plus tardive des deux dates, de service fait en premier lieu, et de réception de la facture conforme en second lieu.

## **ARTICLE 13- PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT**

### **13-1- PENALITES POUR RETARD**

#### **Taux de disponibilité**

Le présent marché comporte la garantie d'un taux minimum de disponibilité défini dans le CCTP.  
En cas de non respect du taux minimum garanti, et à la fin de chaque période annuelle, des pénalités pourront être appliquées au Fournisseur selon les dispositions suivantes :

5 % du forfait de base pour l'Equipement concerné pour chaque pour cent du taux de disponibilité en dessous du taux minimum garanti.

Le règlement de ce montant sera effectué par le Fournisseur sous forme d'avoir, au début de la période suivante.

Lors de la dernière période, la déduction se fera lors de la dernière facture.



Le taux de disponibilité est défini par la formule suivante :

$$T = 100 \times \left(1 - \frac{T_1}{T_2}\right)$$

exprimé en % dans laquelle :

- T1 = représente la somme des périodes d'arrêts.
- T2 = représente la durée d'utilisation annuelle effective programmée correspondant aux heures d'ouverture du service utilisateur, maintenance préventive comprise. (du lundi au vendredi de 8 H à 18 H)
- T2 = ne peut être inférieur à **2 600 H**.

La période d'arrêt commence à la réception de l'appel du Client par le Fournisseur (majoré par le délai d'intervention stipulé dans le CCTP). Toutefois si l'accès du personnel du Fournisseur auprès de l'Équipement est différé du fait de l'utilisateur, la période d'arrêt commence dès sa mise à la disposition du personnel du Fournisseur.

La période d'arrêt cesse lorsque le personnel du Fournisseur remet l'Équipement concerné, en état de marche, à la disposition du Client.

Toutefois, ne sont pas décomptés pour le calcul du taux de disponibilité, les temps d'arrêt :

- a) découlant d'interventions exécutées dans les cas d'exclusions, cité dans le CCTP.
- b) découlant du non respect des obligations du Client.
- c) observés pendant les heures non prévues pour l'utilisation clinique ou en dehors des heures d'interventions contractuelles du Fournisseur.

### **Maintenance corrective et fournitures**

• Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1. du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

• Lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-après :

$$P = \frac{V \times R}{20}$$

dans laquelle :

**P** = Montant des pénalités,

**V** = Valeur pénalisée (valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité),

**R** = Nombre de jours calendaires de retard.

### **13-2- EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (article 45 du CCAG-FCS)**

- En cas de défaillance imputable au titulaire, d'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés, la Personne responsable du marché pourra se fournir là où elle le jugera utile.

- Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

- En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit, ou récupérée par titre de recettes, au libre choix de la personne responsable du marché.

- A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

## **ARTICLE 14- INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 15- RESILIATION**

- En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., la Directrice Générale du CHR Metz-Thionville ou son représentant peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

- La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec accusé de réception, de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours.

- Dans ces cas, l'exécution de prise en charge, telle qu'elle est définie dans le présent CCAP sera confiée à un autre prestataire de services, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 13-2.

- Dans les autres cas, il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G.

## **ARTICLE 16- COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

**Madame L'Inspectrice Générale des finances**  
**Rue des Frères Lacreteille**  
**57070 METZ**  
**☎ 03.87.65.17.60 - 📠 03.87.65.17.99**  
**[T057061@cp.finances.gouv.fr](mailto:T057061@cp.finances.gouv.fr)**



## **ARTICLE 17- NOTIFICATION DU MARCHÉ ET DELIVRANCE DE L'EXEMPLAIRE UNIQUE**

Lors de la notification du marché, il est délivré directement au titulaire une copie certifiée conforme du présent marché, ainsi que sur demande, l'exemplaire unique destiné à former titre en cas de nantissement ou de cession de créance.

## **ARTICLE 18- JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX**

La juridiction compétente pour tous contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG.

## **ARTICLE 19- DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

Les articles du présent CCAP prévalent sur ceux du CCAG/FCS en cas de contradiction.

En particulier :

- L'article 11-4 du C.C.A.P. déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G./F.C.S.
- L'article 13-1 du C.C.A.P. déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G./F.C.S.

Fait à Metz, le 17 décembre 2024.

La Directrice des Achats,  
de la Logistique et de l'Hôtellerie,

Katia REBELO-SEWASTIANOW